

**Association pour le Développement de
l'Apprentissage du Groupe ESC Pau**

(ADAGESP)

Association régie par la loi de 1901

Siège social : 3 rue Saint John PERSE - 64000 PAU

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

RAPPORT SPECIAL

COMPTES ANNUELS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

AUDEC – ZI de berlanne – 3 rue de l'Ayguelongue - 64160 MORLAAS

Tél. 05 59 80 84 67 - Fax 05 59 84 14 27 - E-mail : audec@cabinet-audec.fr

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables Région Nouvelle Aquitaine

Commissaires aux Comptes inscrits sur la liste nationale rattachés à la CRCC de Grande Aquitaine

SARL au capital de 13 018 € - RCS PAU 380 515 445 – N°Intracom. FR04 380515445

Arnaud PRINCE
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

Muriel JOURET
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

**Association pour le Développement de
l'Apprentissage du Groupe ESC Pau
- ADAGESP -
3 rue Saint John PERSE
64000 PAU**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Pour le Développement de l'Apprentissage du Groupe ESC Pau (ADAGESP)** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2023** à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport d'activité et financier et des autres documents adressés aux membres du conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres du conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MORLAAS, le 23 septembre 2024.

Le Commissaire aux Comptes
SARL AUDEC
AUDIT-EXPERTISE-COMMISSARIAT,



Arnaud PRINCE.



AUDIT | EXPERTISE | COMMISSARIAT

Arnaud PRINCE
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

Muriel JOURET
Expert-comptable
Commissaire aux comptes

**Association pour le Développement de
l'Apprentissage du Groupe ESC Pau
- ADAGESP -
3 rue Saint John PERSE
64000 PAU**

<p>RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES</p>

ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

.../...

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Conventions anciennes renouvelées par tacite reconduction

En application de l'article R.612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce, qui a été passée au cours de l'exercice.

Refacturation de frais par l'ESC Pau Business School (CCI Pau Béarn) à l'ADAGESP

- Administrateurs concernés : Les membres de la CCI Pau Béarn
- Nature et objet de la convention : Mise à disposition au bénéfice de l'ADAGESP par la CCI Pau Béarn, par le biais de son établissement d'enseignement supérieur ESC PAU Business School, d'un ensemble de locaux et de moyens pédagogiques et administratifs suivant une convention conclue le 15 septembre 2020 avec effet rétroactif sur l'exercice 2020 et renouvelable tacitement chaque année. Cette convention a pour objet de confier à l'établissement de formation les enseignements qui seront dispensés.

La convention fixe les dispositions matérielles, administratives et financières, c'est-à-dire les postes de charges à refacturer à l'ADAGESP et les modalités de refacturation.

- Modalités : Les frais ont été facturés par l'ESC Pau Business School à l'ADAGESP sur la base des frais comptabilisés à la CCI, auxquels sont appliqués des coefficients de répartition.

Le montant global de cette refacturation est de 6 209 815 € au titre de l'exercice 2023.

Fait à MORLAAS, le 23 septembre 2024.

Le Commissaire aux Comptes
SARL AUDEC
AUDIT-EXPERTISE-COMMISSARIAT,



Arnaud PRINCE.

ADAGESP

COMPTE DE RESULTAT DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

	2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	47 000,00	79 000,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	6 423 791,15	5 879 855,90
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	99 685,96	-
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	7 353,27	10 153,34
TOTAL I	6 577 830,38	5 969 009,24
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	6 244 980,72	5 762 131,82
Aides financières		
Impôts taxes et versements assimilés		-
Salaires et traitements		
Charges sociales		14,04
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions	126 176,16	117 896,45
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	19 368,48	10 184,38
TOTAL II	6 390 525,36	5 890 226,69
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	187 305,02	78 782,55
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	953,11	236,22
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	953,11	236,22
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	953,11	236,22
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	188 258,13	79 018,77
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		-
Sur opérations en capital		14,04
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL V	-	14,04
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	14,04
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	6 578 783,49	5 969 259,50
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 390 525,36	5 890 226,69
EXCEDENT OU DEFICIT	188 258,13	79 032,81
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

SARL AUDEC
 Audit - Expertise - Commissariat
 Z.I. de Berlanne
 rue de l'Ayguelongue - 64160 MORLAAS
 Tél. 05 59 80 84 67 - Fax 05 59 84 14 27

CFA de l'ADAGESP

COMPTE DE RESULTAT DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

	2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	6 423 791,15	5 879 855,90
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	94 755,96	-
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	7 353,27	10 153,34
TOTAL I	6 525 900,38	5 890 009,24
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	6 243 605,88	5 740 969,03
Aides financières		
Impôts taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	126 176,16	118 463,49
Dotations aux provisions		-
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 838,46	10 184,38
TOTAL II	6 372 620,50	5 869 616,90
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	153 279,88	20 392,34
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	153 279,88	20 392,34
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	14,04
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL V	-	14,04
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	14,04
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	6 525 900,38	5 890 023,28
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 372 620,50	5 869 616,90
EXCEDENT OU DEFICIT	153 279,88	20 406,38
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

CFA de l'ADAGESP

ACTIF	Exercice 2023		Exercice 2022		PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
	Brut	Amort.Prov.	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres sans droit de reprise		
Frais d'établissements	-	-	-	-	Fonds propres statutaires		
Frais de recherche et de développement					Fonds propres complémentaires		
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	Fonds propres avec droits de reprise		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					Fonds statutaires		
Immobilisations incorporelles en cours					Fonds propres complémentaires		
Avances et acomptes					Ecart de réévaluation		
Immobilisations corporelles					Réserves		
Terrains					Réserves statutaires ou contractuelles		
Constructions					Réserves pour projet de l'entité		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	77 100,43	77 100,43	-	-	Autres	- 64 318,98	- 84 725,36
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	Report à nouveau	153 279,88	20 406,38
Avances et acomptes	-	-	-	-	Situation nette (sous total)	88 960,90	- 64 318,98
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-	Fonds propres consommables		
Immobilisations financières	-	-	-	-	Subventions d'investissement	2 863,74	2 863,74
Participations et Créances rattachées	-	-	-	-	Total I	91 824,64	- 61 455,24
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	FONDS REPORTES ET DEDIES		
Prêts	-	-	-	-	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Autres	-	-	-	-	Fonds dédiés		
Total I	77 100,43	77 100,43	-	-	Total II		
ACTIF CIRCULANT					PROVISIONS		
Stoks et en-cours					Provisions pour risques		
Créances					Provisions pour charges		
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 099 774,08	149 869,65	2 949 904,43	3 851 882,79	Total III		
Créances reçues par legs ou donations	5 000,00		5 000,00	6 914,90	DETTES		
Autres					Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Valeurs mobilières de placement					Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Instruments de trésorerie	1 045 815,09		1 045 815,09	1 183 191,42	Emprunts et dettes financières diverses	3 351 288,12	4 693 576,45
Disponibilités					Dettes Fournisseurs et comptes rattachés		
Charges constatées d'avance					Dettes des legs ou donations		
Total II	4 150 589,17	149 869,65	4 000 719,52	5 041 989,11	Dettes fiscales et sociales		
Frais d'émission des emprunts (III)					Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	26 986,52	1 400,00
Primes de remboursement des emprunts (IV)					Autres dettes		
Ecart de conversion Actif (V)					Instruments de trésorerie	530 620,24	408 467,90
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 227 689,60	226 970,08	4 000 719,52	5 041 989,11	Produits constatés d'avance	3 908 894,88	5 103 444,35
					Total IV		
					Ecart de conversion Passif (V)		
					TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 000 719,52	5 041 989,11

SARL AUDEC
 Audit - Expertise - Commissariat
 Z.I. de Berlanne
 rue de l'Aygue-longue - 64160 MORLAAS
 Tél. 05 59 80 84 67 - Fax 05 59 84 11 22

ANNEXE 2023

Faits majeurs de l'exercice

La facture de frais du Groupe ESC au CFA de l'ADAGESP s'établit à un total de 6 209 815 €.

Cette facturation est en hausse par rapport à 2022 de 521K€ (+9.2%)

Cette augmentation trouve sa source dans 2 causes :

1) La part représentée par les apprentis au sein de l'ESC PAU (effet mix apprenants classiques/apprentis, explique 290K€ de hausse)

Plusieurs facteurs expliquent cela :

- Tendances déjà constatées en 2022, le recrutement de PGE 1, public 100% non-apprentis, est égal à 0 en 2023 (contre 12 en 2022). Le PGE est depuis réalisé en 2 ans (Master 1 et Master 2). Ceci est lié au fait que les étudiants suivent beaucoup plus que les années précédentes un cursus Bac+3 (Licence) avant d'intégrer un cursus en master en 2 ans. Aussi, le nombre d'étudiants provenant de BTS ou DUT diminue car ils suivent très souvent une licence professionnelle.
- L'ESC PAU a ouvert à la rentrée 2021 la possibilité de réaliser le Bachelor (BAC +3) en apprentissage sur les 3 ans, ou bien sur 2 ans (2ème et 3ème du Bachelor), contre la possibilité de réaliser l'apprentissage sur une seule année (la 3ème) précédemment. Cela vient alimenter 2 promotions (B1 et B2) que nous n'avions pas précédemment.
- Depuis 2 ans, une nouvelle disposition permet aux étudiants internationaux de pouvoir suivre leur cursus en apprentissage dès leur arrivée en France, alors que précédemment, un étudiant international devait justifier d'une présence sur le sol Français de 1 an avant de pouvoir signer un contrat d'apprentissage.
- La poursuite des aides financières gouvernementales en faveur de l'apprentissage (ex : l'aide de 8 000€) a joué favorablement à la contractualisation de contrats d'apprentissage.
- L'ESC PAU, pionnier dans l'apprentissage depuis 1994, poursuit sa stratégie de développement de ce parcours, en misant sur des relations avec les entreprises de nos territoires. Cet engagement s'est traduit également par l'obtention de la certification QUALIOP1 en juillet 2021.

2) Une augmentation des charges de l'ESC PAU (effet prix, explique 231K€ de hausse).

Plusieurs raisons expliquent cette hausse de charges :

- Changement de marque avec le lancement d'écloré-ed en septembre 2023 (groupe formation de la CCI Pau Béarn, fusion de l'ESC PAU BS et du CNPC Sport Business) avec les impacts financiers associés (notamment en marketing/communication)
- Renforcement de la faculté avec le recrutement de nouveaux professeurs permanents.
- Projet de changement d'ERP avec des dépenses en 2023 liées au déploiement d'Aurion.
- Contexte inflationniste, notamment sur la masse salariale, l'énergie et les licences informatiques (assises sur l'indice SYNTEC).
- Des dépenses en communication plus importantes sur un marché devenu hyper concurrentiel.
- Des dépenses additionnelles pour couvrir l'ensemble de nos accréditations nationales et internationales (CEFDG, EFMD, AACSB notamment).

Principes, règles et méthodes comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Comparabilité et continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

Objet social de l'entité :

L'Association a pour objet de promouvoir l'apprentissage dans l'enseignement supérieur et la mise en œuvre, par la voie de l'apprentissage, de formations dispensées par le Groupe ESC PAU ou avec son concours.

Nature et périmètre de l'activité :

L'ADAGESP est une association créée en 1994 pour constituer l'organisme gestionnaire (OG) du Centre de Formation des Apprentis (CFA) qui accueille les étudiants voulant préparer par voie de l'apprentissage les formations enseignées par le Groupe ESC Pau.

Les comptes présentés sont ceux de l'ADAGESP.

Moyens mis en œuvre :

- Matériels : Le CFA ne dispose pas de moyens propres (CFA « sans mur »), par conséquent les formations sont dispensées dans les locaux de l'ESC PAU
- Humains : Son activité de formation est sous-traitée au Groupe ESC PAU, par conséquent les formations sont assurées par les formateurs de l'ESC PAU ;
- Financiers : l'association tire ses ressources par la prise en charge des formations par les OPCO, par la refacturation de prestations aux entreprises accueillant les apprentis, par les cotisations d'adhérents ainsi que des subventions FSE.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A/ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Immobilisations incorporelles	3 ans
- Agencements et aménagements des constructions	5 ans
- Matériel informatique	3 ans
- Matériel de bureau	4 ans
- Matériel audiovisuel	3 ans
- Mobilier	10 ans

B/ Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

C/ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Concernant les créances OPCO antérieures à 2022, nous n'avons pas constaté de dépréciation du fait des délais de remboursement long.

Autres informations

Commentaire technique sur la méthodologie utilisée par le Groupe ESC Pau pour refacturer les prestations apportées au CFA

Les comptes du CFA sont élaborés à partir :

- Des charges directement engagées par l'ADAGESP, organisme gestionnaire du CFA, et affectées au CFA
- Des charges engagées par le GROUPE ESC PAU, refacturées à l'ADAGESP, et affectées au CFA.

Ces dernières forment, *in fine*, la part la plus importante des charges du CFA, compte tenu du fait que le Groupe est le porteur des moyens matériels et humains concourant à la formation des apprentis.

Dans le souci de se conformer aux attentes du Conseil Régional relatives aux modalités de détermination des coûts de revient par apprenti, la refacturation des charges engagées par le Groupe ESC PAU à l'ADAGESP a été réalisée selon ce qu'explicité ci-après.

Sur la base, et dont tous les détails demeurent disponibles sur première demande :

- des comptes comptables réels et définitifs de l'année 2023,
- des codifications analytiques en vigueur au sein du groupe ESC PAU en matière de répartition des interventions au sein des cycles de formation,
- du tableau 2023 des rémunérations du personnel permanent du groupe ESC PAU,

- du détail de toutes les heures et de toutes les rémunérations du personnel externe (vacataire et honoraire) issu de notre informatique de gestion (HELISA),
- des effectifs étudiants Apprentis et non Apprentis,
- et des clés de répartition des élèves-apprentis sur population d'apprenants, en les agréant ou non selon des types de charges différents selon leur programme de formation du groupe ESC PAU.

Effectivement, par type de charge est appliqué un coefficient (clef) : Effectif pondéré par mois de scolarité des Apprentis [de tous les programmes, d'un sous ensemble de programme, d'un programme déterminé]/ Effectif pondéré par mois de scolarité du total des élèves [de tous les programmes, d'un sous ensemble de programme, d'un programme déterminé]. Le recours à ces clés, non prévues dans les préconisations de la REGION, est incontournable car ces programmes sont, sauf exception du Bachelor et des Apprentis en ESC3, suivis par des apprentis et des non-apprentis ENSEMBLE ; le coût d'une heure de cours se répercute donc sur les 2 populations.

Les clés utilisées sont les suivantes :

Tableau des clefs	2023	
Nb apprentis / nb total apprenants	Clef 1	72.30%
Nb apprentis ESC / nb total apprenants en MAST1 et MAST2	Clef 2	81.30%
Nb apprentis hors BACH / nb total apprenants hors BACH	Clef 3	80.60%
Nb apprentis MAST1 et MAST2 / nb apprenants ESC	Clef 4	80.60%
Nb apprentis ESC2 / nb total apprenants ESC2	Clef 5	70.20%
nb App BACH / nb tot BACH	Clef 6	58.00%
nb App BACH3 / nb (App + Cprof) BACH3	Clef 7	100.00%

Il faut distinguer 5 grandes catégories de charges refacturées :

1°) Charges de personnel permanent hors Enseignants (26.43% de la refacturation totale)

Se distinguent, nets de primes de suivi d'apprentis :

- le personnel administratif dédié au groupe ESC hors BACHELOR
- le personnel administratif dédié au BACHELOR seul
- le personnel dédié à tout le groupe ESC
- le personnel structurellement non dédié aux apprentis, donc non refacturé

Et, par ailleurs :

- les primes de suivi des apprentis refacturées au réel.

2°) Charges de personnel permanent Enseignant (30.34% de la refacturation totale)

- Correspondent au coût du personnel permanent enseignant du Groupe

Etant entendu que leurs éventuelles primes de suivi des apprentis sont refacturées au réel.

3°) Frais de personnel externe et leurs frais de déplacement (12.56% de la refacturation totale)

Exclusivement liées aux enseignements, l'ERP du Groupe ESC PAU (HELISA) détaille toutes les heures et tous les coûts liés à toutes les interventions du personnel externe dans tous les programmes du groupe ESC PAU.

Sont retenus ici :

- le programme Master1
- le programme Master2
- les 2 promotions du programme BACHELOR, accueillant des apprentis, à cheval sur l'année civile

Les coûts réels de formation sont refacturés sur la base des clés de répartition : nb mois - élèves apprentis / nb mois –tous apprenants des programmes concernés ou à 100 % dans les cas des programmes où les apprentis ne sont pas mélangés à d'autres apprenants.

Frais de déplacement du personnel externe : Compte tenu du fait que le fichier HELISA recensant ces frais n'est plus alimenté, ces frais ont été répartis à partir des données de la comptabilité analytique du Groupe ESC PAU.

Comme en 2022, les apprentis ESC sont une partie de leurs cursus (tronc commun) mêlés aux étudiants non-apprentis, il n'est donc pas pertinent d'isoler leurs coûts de formation spécifiques (une clef est donc appliquée aux charges pédagogiques achetées et qui sont communes aux apprentis et non apprentis en master 2 (idem pour les frais de déplacements liés).

Pour les apprentis Bachelor, une nouvelle clef a été introduite en 2017 pour les charges pédagogiques achetées qui s'applique aux Bachelor 3^{ème} Année pour prendre en compte la présence dans les mêmes cours d'Apprentis et d'étudiant en contrat de Professionnalisation.

Toutes les autres interventions externes ne sont pas refacturées.

4°) Les frais de fonctionnement et de structure (24.98% de la refacturation totale + 5.42% de contributions à la CCI)

Les mêmes clefs que précédemment restent utilisées. L'affectation de ces charges aux élèves apprentis reste strictement attachée aux clés de répartitions les plus adéquates.

Les frais de fonctionnement et de structure entendent :

- l'eau,
- le gaz,
- l'électricité,
- les fournitures de bureau,
- les fournitures informatique & photocopie,
- les charges d'entretien, de maintenance (hors bâtiments), de location de matériel de reprographie, de crédit-bail, d'assurances, d'abonnement, documentation, bases de données,
- les frais postaux et de téléphone,
- les frais de nettoyage et de surveillance des locaux,
- les droits d'utilisation des logiciels et,
- les autres services sous-traités
- Les contributions payées par le Groupe à la CCI

Par rapport aux préconisations de la Région :

Les consommables destinés aux apprenants ne sont pas ventilés au réel ; dans la pratique, ces charges sont négligeables, à l'exception de la fabrication de photocopies.

Pour les autres postes, le recours aux heures Apprentis n'est pas plus efficient qu'une clef fondée sur les Effectifs pour les sections où sont mélangés Apprentis et non Apprentis.

5°) Les charges liées à l'utilisation des investissements (0.28%) en biens matériels inscrits aux comptes 218300 et suivants du Groupe ESC, sont retenues pour le quart de la valeur de ces investissements au 31/12/2023.

Ce qui précède correspond donc aux modalités de calcul de la refacturation du Groupe ESC PAU à l'ADAGESP, organisme gestionnaire du CFA. Les principes comptables obligent à traiter cette refacturation comme une prestation de service du Groupe ESC à l'ADAGESP et au CFA. De ce fait, dans les états "Région" globaux, ces opérations ne peuvent apparaître directement.

ADAGESP : IMMOBILISATIONS AU 31/12/2023

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
213500 : Inst.agenc.constr.	0,00	0,00	0,00	0,00
218300 : Matériel de bureau	1846,86	0,00	0,00	1 846,46
218350 : Matériel informatique	37246,23	0,00	0,00	37 246,23
218360 : Matériel audiovisuel	837,90	0,00	0,00	837,90
218400 : Mobilier	35733,84	0,00	0,00	35733,84
218800 : Autres immob.corporelles	1435,60	0,00	0,00	1435,60
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	77 100,43	0,00	0,00	77 100,43

ADAGESP : AMORTISSEMENTS AU 31/12/2023

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CUMULES A LA FIN DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
281350 : Install.agenc.constr.	0,00	0,00	0,00	0,00
281830 : Matériel de bureau	1 846,86	0,00	0,00	1 846,86
281835 : Matériel informatique	37 246,23	0,00	0,00	37 246,23
281836 : Matériel audiovisuel	837,90	0,00	0,00	837,90
281840 : Mobilier	35 733,84	00,00	0,00	35 733,84
281880 : Autres immob.corporelles	1 435,60	0,00	0,00	1 435,60
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	77 100,43	0,00	0,00	77 100,43

ADAGESP : PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS

RUBRIQUES	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur comptes clients Autres provisions pour dépréciations	123 379,45	126 176,16	99 695,96	149 869 ,65
TOTAL	123 379,45	126 176,16	99 695,96	149 869,65

ETAT DES CREANCES AU 31/12/2023
--

Fournisseurs débiteurs

Fournisseurs avoirs non parvenus	0,00
----------------------------------	------

Créances Clients

OPCO(S)+Entreprises	2 306 374,54
Clients douteux/entreprises	301 245,26
Clients factures à établir OPCO(S)	580 294,90

Autres Créances

France Compétences/remboursement à recevoir des aides aux permis de conduire versées aux apprentis (467808)	5 000,00
---	----------

Trésorerie

Livret A Banque Courtois (Dépôt initial :76500 €)	528,76
Livret association	30 648,12

Compte de régularisation

Charges constatées d'avance	0,00
-----------------------------	------

ETAT DES DETTES AU 31/12/2023

	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
<u>Dettes Fournisseurs : (3 036 973,12 €)</u>			
CCI PAU BEARN/ESC – Solde 1 ^{er} et 2 ^{ème} acpte presta 2023	3 036 623,52		
Autres Fournisseurs	349,60		
<u>Factures non parvenues : (314 315 €)</u>			
CCI PAU BEARN/Solde prestations 2023	309 815,00		
CABINET AUDEC/ Honoraires CAC 2023	4 500,00		
<u>Dettes Fiscales et sociales : (0€)</u>			
TRESOR PUBLIC/fiscalité s/produits financiers 2021 (447800)	0,00		
<u>Autres Dettes : (31 043,02 €)</u>			
Double encaissement	31 043,02		
<u>Produits constatés d'avance : (530 620,24 €)</u>			
Opco(s)/ Contribution 2024 Facturées en 2023	530 620,24		
<u>Avoir à établir : (15 634,62 €)</u>			
Opco(s)/ Avoir à établir 2023	15 634,62		

ETAT DES RESSOURCES 2023

<u>Produits d'exploitation</u>	6 423 791,15
Prestations de formation facturées aux OPCO	6 209 333,52
Prestations de formation facturées aux entreprises	214 457,63
<u>Subventions d'Exploitation</u>	0
Région Dossier FSE	0
<u>Autres Subventions d'Exploitation</u>	0
Taxe d'Apprentissage versée au CFA (reliquats 2019)	0
<u>Autres Produits</u>	54 353,27
Cotisations Adhérents 2023	47 000,00
Autres produits	7 353,27
<u>Produits Exceptionnels</u>	0,00
Réintégration subventions	0,00

Réintégrations des subventions d'équipement au 31/12/2023

Année	Organisme	Désignation	Nominal	Réintégré au 31/12/22	Réintégré* 2023	Montant réintégré au 31/12/23	Montant net au 31/12/23
2020		Subvention d'équipement en attente d'affectation	2 863,74			0	2 863,74
TOTAL			2 863,74	0	0	0	2 863,74

Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	58 457,99	79 032,81			137 490,80
Excédent ou déficit de l'exercice	79 032,81	79 032,81	188 258,13		188 258,13
Situation nette	137 490,80	0	188 258,13	0	325 748,93
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 863,74			0	2 863,74
Provisions réglementées					
TOTAL	140 354,54	0	188 258,13	0,00	328 612,67

Honoraires 2023 du commissaire aux comptes : 4 500,00 € TTC

Contributions en nature

Les contributions volontaires en nature n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation puisqu'elles sont non significatives et se limitent à un nombre très limité de réunions du conseil d'administration pendant l'exercice. Les heures n'ont pas fait l'objet d'un recensement.